CE MONDE QUI BOUGE

L'Algérie va-t-elle intervenir au Mali ?

Par Hassane Zerrouky

En moins de deux semaines, François Hollande a reçu le président de l'Union africaine (UA), le Béninois Boni Yayi, puis lundi dernier le président nigérien Mahamadou Issoufou. Il a été question de la situation dans le nord du Mali, jugée inquiétante par Paris et ses interlocuteurs africains. «Il y a une intervention extérieure qui déstabilise le Mali et qui installe des groupes dont la vocation est une intervention qui va bien au-delà du Mali, en Afrique et peut-être au-delà», a déclaré le chef de l'Etat français. Lequel a assuré que la France et ses alliés appuieront la résolution qui sera présentée par la Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et l'Union africaine, au Conseil de sécurité de l'ONU, si une intervention militaire était décidée et qu'elle apportera un soutien logistique.

Dans cette affaire, la politique de la France de François Hollande se démarquerait-elle de celle de son prédécesseur Nicolas Sarkozy ? Sans doute. Car selon le *Nouvel Observateur* daté du 12 avril, le Mouvement de libération de l'Azawed (MNLA), qui a pris le contrôle du Nord Mali pour y établir un Etat indépendant, a été grandement aidé dans son entreprise par la Mauritanie du président Ould Abdel Aziz. Laquelle, indique l'hebdomadaire, lui a fourni une aide matérielle (des équipements militaires) et un soutien logistique, et ce, en plus des armes récupérées par les rebelles touareg dans les arsenaux de feu Mouamar Kadhafi. Outre que le MNLA dispose d'un bureau à Nouakchott, certains de ses représentants «sont reçus à plusieurs reprises au Quai d'Orsay», relate *le Nouvel observateur*.

«Une simultanéité qui ne doit, sans doute, rien au hasard. La Mauritanie, grande alliée de la France dans la région, n'aurait pas prêté main-forte aux indépendantistes touareg, sans l'aval, même tacite, de son mentor», ajoute l'hebdomadaire, selon qui, Paris et Nouakchott, inquiets par l'activisme d'Aqmi, considéraient alors les rebelles de l'Azawed comme étant plus efficaces que le régime malien dans la lutte contre la nébuleuse djihadiste dans le Sahel. Mais toujours est-il que l'irruption sur la scène malienne d'Ançar Dine d'Iyiad Ag Ghali, du Mujao (Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest qui détient les six diplomates algériens, avec à l'arrière-plan une Aqmi qui veille au grain, a changé la donne et certainement les visées non dites de Paris et de ses alliés de l'Union européenne.

Lesquels, lors d'une rencontre des responsables européens et américains de sécurité en Espagne en février 2010, étaient parvenus à la conclusion que si les Etats sahéliens sont incapables d'assurer la sécurité dan cette région regorgeant de richesses minérales et énergétiques, il revenait aux puissances occidentales de s'en charger.

Aujourd'hui, il semble que la France de François Hollande ait une vision sur le Sahel qui rompt avec celle de Nicolas Sarkozy. Elle se veut plus réaliste ; elle refuse le démembrement du Mali. Mais qu'en est-il de l'Algérie directement concernée par une crise qui touche sa sécurité nationale ? Peut-elle rester en dehors d'une action diplomatico-militaire qui risque de se décider sans elle ? Selon *Jeune Afrique* de cette semaine, l'armée algérienne serait partie prenante d'une intervention au Nord Mali. Elle n'enverra pas de force terrestres mais apporterait un soutien logistique, aérien, aux forces de la Cedéao.

Au regard de l'histoire, ce n'est que justice. Car les Maliens – on leur doit bien ça quand on sait que durant la guerre d'indépendance, le défunt président Modibo Keita a autorisé l'ALN à ouvrir un front dans le Sud malien – attendent beaucoup de l'Algérie.

Quoi qu'il en soit, chaque jour qui passe voit arriver dans cette région nord du Mali des islamistes armés en provenance de Tunisie, du Maroc, de Mauritanie ainsi que du Nigeria pour épauler Aqmi dont le chef, l'Algérien Abou Zeid, ne prend même plus la peine de se cacher.

Une récente vidéo le montre en train de se balader en toute tranquillité à Tombouctou. En territoire conquis.

H. Z.

CRISE MALIENNE

Tombouctou se tourne vers Alger

C'est, une nouvelle fois, vers Alger que le pouvoir intérimaire de Bamako se tourne pour essayer de trouver une solution à l'inextricable crise dans laquelle le Mali est plongé depuis mars dernier. Porteur d'un message du président par intérim Diacounda Traoré, le Premier ministre malien de transition, Cheikh Modibo Diarra, a été reçu en audience par le président Abdelaziz Bouteflika.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Rien n'a filtré sur la teneur du message dont est rendu destinataire le président Bouteflika. Rien n'a filtré également sur la substance des entretiens entre ce dernier et l'émissaire malien. Arrivé mardi soir à Alger pour une visite de travail de 2 jours, le Premier ministre malien de transition s'est entretenu mercredi matin avec son homologue algérien Ahmed Ouyahia. Un entretien à l'issue duquel Cheikh Modibo Diarra a déclaré à la presse que «lorsque le Mali vit des situations telles que celle que nous connaissons aujourd'hui, la première étape de notre gouvernement consiste à venir consulter en premier lieu nos voisins, amis et frères afin de pouvoir réfléchir à la voie à suivre et résoudre les difficultés que nous vivons». Il devient clair, dès lors, que c'est la situation de crise au Mali et ses implications sécuritaires sur le Sahel qui ont principalement motivé le déplacement à Alger du Premier ministre malien. Il pourrait avoir été question également des membres de la mission consulaire algérienne enlevés à Gao le 5 avril dernier et fait otages depuis. D'ailleurs, les entretiens qu'Ahmed Ouyahia a eus avec son homologue malien ont eu lieu en présence à la fois du ministre des Affaires étrangères Mourad Medelci et du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale Abdelmalek Guenaïzia, ainsi que du ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines Abdelkader Messahel. La visite à Alger du Premier ministre malien intervient quelques jours après que la Cédéao a entrepris une médiation avec le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). Une délégation du mouvement a été reçue par le médiateur pour la crise malienne de l'organisation des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Elle intervient également après que l'Union africaine (UA) eut émis l'idée de solliciter l'aide du Conseil de sécurité de l'ONU pour l'envoi, au Mali, une force d'intervention africaine. L'Algérie a toujours rappelé son attachement à l'intégrité territoriale du Mali. Elle s'est aussi déclarée contre toute intervention militaire étrangère. Par ailleurs, les violences armées ont repris mercredi dans le nord du Mali. Les combattants d'Ançar Dine et du MNLA se sont affrontés à nouveau ce mercredi à Tombouctou. Des affrontements qui auraient fait 5 blessés graves.

S. A. I.

GÉNÉRALISER LE MOUVEMENT DE PROTESTATION AU MOINDRE «BLOCAGE» D'UNE ACTION LOCALE OU SECTORIELLE

La nouvelle stratégie du Snapap

Réuni hier et avant-hier à Zéralda en session ordinaire, le conseil national du Snapap a décidé surtout de se déployer sur le terrain et de privilégier l'action aux niveaux local et sectoriel. Les participants aux travaux de ce conclave ont néanmoins recommandé au secrétariat national du syndicat de mettre sur la table du gouvernement un certain nombre de revendications à satisfaire avant la rentrée sociale.

Le Snapap revendique «la révision des statuts particuliers et les régimes indemnitaires des corps communs, des travailleurs communaux, la généralisation de la prime de zone (Sud) en la calculant sur le nouveau salaire de base, l'intégration de tous les contractuels, la promotion automatique pour tous les ouvriers et fonctionnaires ayant cumulé dix années d'expérience».

Les syndicalistes du Snapap ont également exigé du gouvernement de les reconnaître comme partenaire social à part entière et associer leur syndicat dans les négociations à caractère social et à la gestion des caisses nationales (Cnas, CNR et FNPOS).

De même qu'ils ont demandé au Conseil national économique et social (Cnes) de s'ouvrir sur les autres syndicats afin de consacrer le pluralisme syndical.

«Le Cnes ne reconnaît que l'UGTA, seule organisation qui siège dans le conseil», s'indigne-t-on. Dans le même contexte, le syndicat a dénoncé l'attitude d'El Hadi Khaldi, désormais ex-ministre de la Formation professionnelle qui, lui aussi, regrettent-ils, ne reconnaissait que l'UGTA.

Le syndicat a insinué, par ailleurs, qu'il aura probablement recours à une grève générale lors de la prochaine rentrée sociale si le gouvernement ne se penche pas sérieusement sur ses revendications.

En ce sens que le conseil national du Snapap a recommandé au secrétariat national de dynamiser l'action syndicale aux niveaux local et sectoriel, en donnant plus d'autonomie aux unions de wilaya et aux différentes fédérations.

Et, ainsi, organiser des actions d'envergure nationale s'il considère qu'il y a un blocage de l'action de telle ou telle section syndicale.

L. H.

NON-RESPECT DES DROITS SYNDICAUX

Les syndicats préparent une attaque

Des syndicats de la Fonction publique, de la santé, de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ont décidé de s'associer pour réagir aux violations des droits syndicaux. Une réunion entre plusieurs organisations aura lieu au début de la semaine prochaine. L'objectif : décider d'une démarche permettant d'asseoir les libertés syndicales et le droit de grève.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – Visiblement, la dernière décision du ministre de la Santé de suspendre le président du Syndicat national des psychologues, Khaled Keddad, de ses fonctions, est «le dépassement de trop».

Le ministre de la Santé s'est attiré, à travers «cette énième attaque», les foudres des syndicats autonomes. «Une atteinte au droit syndical», contre laquelle plusieurs formations syndicales ont décidé de contre-attaquer. Leur méthode : s'associer pour défendre le droit à l'exercice syndical. Selon eux, «il y a des lignes rouges à ne pas franchir».

Des lignes qu'ils comptent justement «vite retracer». Le secteur de la santé n'est pas le seul à montrer au créneau. Ne se sentant pas à l'abri, les syndicats de la Fonction publique, de l'éducation et de l'enseignement supérieur ont également décidé de se mobiliser.

Le Syndicat des praticiens et praticiens spécialistes de la santé publique, le Syndicat des psychologues, de l'enseignement paramédical, l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation, le Syndicat national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique, les hospitalo-universitaires et d'autres formations syndicales ont prévu de se réunir en ce début de semaine pour réagir à la situation et dénoncer «l'acharnement et le harcèlement que subissent les syndicats autonomes». Selon eux, «le droit à l'exercice syndical est bafoué, c'est pourquoi il faut réagir très vite».

L'atteinte au droit syndical, estime l'Intersyndicale des professionnels de la santé, initiatrice de cette démarche, est une question qui interpelle l'ensemble des syndicats autonomes.

Cette dernière fait, d'ailleurs, appel «à tous les syndicats autonomes tous secteurs confondus, en vue d'engager une concertation élargie dans le but d'apporter une réponse appropriée à la gravité de la situation et mener ensemble toute action visant à défendre le libre droit de l'exercice syndical et le droit de grève», lit-on dans un communiqué rendu public. Le Dr Merabet, porte-parole de l'Intersyndicale, estime qu'«il ne s'agit pas seulement de défendre le droit syndical mais c'est du droit social dont il s'agit avant tout».

S. A.